

*Les royalistes proposent, mais ils critiquent aussi, et c'est parce qu'ils sont insatisfaits qu'ils souhaitent une Monarchie soucieuse du Bien commun et protectrice des libertés, à l'inverse de la République qui, au fil de ses expériences constitutionnelles jusqu'à aujourd'hui, peut paraître parfois bien peu respectueuse des droits historiques des peuples de France et de leur exercice concret. C'est ce que j'ai rappelé dans mon petit discours du dimanche 18 juin, devant les auditeurs du Banquet du **Groupe d'Action Royaliste**. (3^e partie)*



Nous, royalistes, voulons un **retournement politique**, ce que certains pourraient nommer une « **révolution** », mais le terme peut tromper sur ses formes et conséquences, et rappeler de mauvais souvenirs à ceux qui ont la mémoire longue et sensible. Nous voulons donc **la démocratie à la base et la monarchie à la tête**, comme une remise en cause de ce qui est actuellement et une remise en ordre de la nation dans toutes ses particularités et dans son unité profonde. Nous voulons un nouvel équilibre des pouvoirs qui ne doit plus être cette disharmonie permanente et injuste issue de la Révolution jacobine.

Ce retournement, c'est **une véritable décentralisation des pouvoirs** et non une simple déconcentration ; c'est **l'autonomie des pouvoirs régionaux, communaux et professionnels, dans le cadre de l'unité française**.

l'a



Ce n'est donc pas cette République qui, en 2014, raye d'un trait de plume l'Alsace pour l'intégrer légalement et administrativement dans une super-région technocratique et sans âme. Ce n'est pas cette République qui refuse aux Nantais de pouvoir redevenir Bretons depuis 1955, contre l'avis même des populations locales et, aussi, contre l'histoire de la ville, capitale des ducs, et de la Bretagne toute entière ; ce n'est pas cette République qui refuse certains prénoms celtiques à l'état civil pour de mauvaises raisons administratives, comme cela est encore arrivé en avril dernier à Quimper ; ce n'est pas cette République qui impose, au nom de directives européennes qui lui sont supérieures (si l'on en croit les juristes), **une libéralisation violente qui entraîne la disparition des services publics dans les villages et les villes moyennes de France**

sous prétexte de « rentabilité » et de « lutte contre les déficits » qui, pour ces derniers, ne cessent néanmoins de se creuser toujours plus au fil des années...

Le « dessèchement » du monde rural

, qui se traduit parfois par une désertification concrète des territoires et par la réduction du nombre d'écoles, de gares et de maternités, est aussi la destruction d'une part de ce que Fernand Braudel nommait «

l'identité de la France

» et, comme nous oserons le dire, de son «

âme

».

Cette démocratie-là, qui se drape dans les plis d'une République qui se veut exemplaire à défaut d'être irréprochable (ce qui semble fort difficile comme de récents scandales nous le prouvent à l'envi), n'est pas royale : elle n'est qu'oligarchique et « libéraliste », et elle semble,

sauf heureuses exceptions, oublier tous les devoirs politiques et sociaux de l'État, tout ce qui fait qu'un État est juste et légitime !

(à suivre)

